

APPROCHE DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES SUR LA QUESTION KURDE EN TURQUIE

Ozan ÖRMECİ¹

Résumé : Il ne fait aucun doute que « le problème kurde », « le conflit turco-kurde » ou « la question kurde » est l'un des principaux problèmes politiques à résoudre dans la politique turque. En raison du problème kurde, le terrorisme du PKK a causé la mort de plus de 40 000 citoyens en Turquie depuis les années 1980. En tant que pays orienté vers l'Occident, s'efforçant de préserver et de renforcer son système démocratique, la Turquie a mis en œuvre diverses politiques dans le but de contrer la menace terroriste posée par le PKK, y compris des mesures antiterroristes sévères, la politisation du problème en permettant aux partis politiques pro-kurdes d'entrer au parlement turc ainsi que des pourparlers de paix avec les terroristes. Cependant, ces efforts n'ont pas mis fin au terrorisme du PKK jusqu'à présent. Au contraire, en raison de la guerre civile en Syrie, des organisations dérivées du PKK telles que le PYD et les YPG ont gagné du terrain en Syrie et ont obtenu le soutien politique, économique et militaire des pays occidentaux. En ce sens, la question kurde est encore très critique pour l'avenir du régime en Turquie. Cet article vise à analyser l'approche des principaux partis politiques turcs face à la question kurde en analysant leurs programmes et bulletins électoraux.

Mots clés : *La question kurde, l'AKP, CHP, MHP, Les Kurdes en Turquie.*

Article Category: Political Science

Date of Submission: 07.08.2023

Date of Acceptance: 15.08.2023

¹ Professeur associé au département de sciences politiques et relations internationales (anglais) à l'Université Aydın d'Istanbul, Istanbul, Türkiye.
Email : ozanormeci@aydin.edu.tr / ozanormeci@gmail.com.
ORCID : 0000-0001-8850-6089.

MAIN POLITICAL PARTIES' APPROACH TO KURDISH QUESTION IN TÜRKİYE

Abstract: There is no question that the “Kurdish Problem”, “Turkish-Kurdish Conflict”, or the “Kurdish Question” is one of the main political problems to be resolved in Turkish politics. Due to Kurdish problem, PKK terrorism caused the death of more than 40.000 citizens in Türkiye since the 1980s. As a Western-oriented country trying to preserve and develop its democratic regime, Türkiye has tried many different policies to prevent PKK terrorism including harsh anti-terror measures, politicization of the problem via allowing pro-Kurdish political parties to enter into the Turkish parliament as well as peace talks with the terrorists. However, these efforts did not put an end to PKK terrorism so far. On the contrary, due to the civil war in Syria, PKK offshoot organizations such as the PYD and the YPG gained large ground in Syria and took Western countries' political, economic, and military support. In that sense, Kurdish Question is still very critical for the future of the regime in Türkiye. This article aims to analyze main Turkish political parties' approach to Kurdish Question by analyzing their programs and election bulletins.

Keywords: *Kurdish Question, AK Parti, CHP, MHP, Kurds in Türkiye.*

Introduction

La question kurde est la principale source de problèmes dans la politique démocratique de Türkiye depuis le début des années 1980. La question kurde a non seulement engendré l'émergence d'une organisation terroriste violente connue sous le nom de PKK, dont les activités terroristes ont entraîné le décès de plus de 40 000 citoyens en Turquie, mais elle a également perturbé la stabilité de la vie démocratique au sein du pays.

La République de la Turquie a jusqu'à présent essayé de nombreuses méthodes différentes pour mettre fin au terrorisme du PKK et améliorer sa démocratie sans les effets négatifs du conflit armé entre l'État et certains groupes de personnes. Au début, la Turquie aborda la question exclusivement sous l'angle de la sécurité et s'efforça de résoudre le problème au moyen de mesures sévères. Cependant, elle adopta par la suite des stratégies plus démocratiques et variées. En conséquence, les partis politiques et les députés pro-kurdes ont commencé à entrer au parlement turc et à défendre démocratiquement leur cause depuis les années 1990. Devant l'échec des initiatives parlementaires à produire des résultats concrets, la Turquie a également entamé des pourparlers de paix directs (négociations) avec l'organisation terroriste (PKK) dans les années 2010 dans le cadre de son processus de solution (*çözüm süreci*). Cependant, ces efforts ont également échoué en raison des attaques du PKK contre l'État en 2015. Ainsi, le problème n'est toujours pas résolu et à la table.

Dans cet article, je vais analyser l'approche des principaux partis politiques turcs sur la question kurde en analysant leurs documents officiels tels que les programmes des partis et les bulletins électoraux. Cependant, pour ce faire, je vais d'abord expliquer le statut juridique des Kurdes en Turquie ainsi que la courte histoire de la question kurde.

1. Brève histoire de la question kurde

Les Kurdes constituent près de 19 % de la population de Türkiye selon World Factbook.² Ergun Özbudun, dans son livre de 2004, a donné un chiffre de 10 à 15 % comme estimation pour décrire les Kurdes, la seule grande minorité linguistique de la Turquie.³ Metin Heper, d'autre part, dans son livre de 2007 fait référence à deux sondages d'opinion fiables réalisés en 2006 et 2007, qui estimaient la population kurde en Turquie à environ 13,2 % et 15,6 %

² The World Factbook, "Turkey (Türkiye)", Date d'adhésion : 04.08.2023, Adresse d'accès : <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/turkey-turkiye/#people-and-society>.

³ Ergun Özbudun (2000), *Contemporary Turkish Politics: Challenges to Democratic Consolidation*, London : Lynne Rienner Publishers, p. 143.

respectivement.⁴ C'est pourquoi, nous pouvons affirmer avec confiance que les Kurdes sont le plus grand groupe ethnique de la Turquie après les Turcs.

Le traité de Lausanne de 1923 est le principal document international officiel qui a créé l'ordre existant en Turquie. La troisième section du Traité de Lausanne régleme les droits des minorités avec les articles de 37 à 45. Cependant, ces réglementations sont spécifiées pour les minorités non musulmanes. En ce sens, il n'y a aucune référence aux minorités musulmanes. La seule référence aux minorités musulmanes, y compris les Kurdes, est l'article 39, qui stipule que « *Nonobstant l'existence de la langue officielle, des facilités appropriées seront données aux ressortissants turcs de langue autre que le turc, pour l'usage oral de leur langue devant les tribunaux.* ».⁵ Brièvement résumé comme le « *droit du traducteur* », cet article n'a pas été mis en œuvre par la République de la Turquie jusqu'à présent. Cependant, en dehors de cette question, les politiques mises en œuvre par la République de la Turquie envers les Kurdes ne sont pas contraires au Traité de Lausanne puisqu'il n'y a pas de droit spécifique accordé aux Kurdes dans ce traité de paix.

Expert du traité de Lausanne et du nationalisme kémaliste, Baskın Oran affirme que bien que le régime kémaliste ait été de nature laïque, afin d'intégrer les minorités musulmanes, y compris les Kurdes, les Laz et les Bosniaques, à la nouvelle nation « *turque* », il voulait prendre avantage de l'utilisation de l'islam.⁶ Un autre exemple de ceci est l'attitude négative du régime kémaliste envers les Gagaouzes, une communauté chrétienne orthodoxe turque qui a été rejetée pour obtenir un passeport turc contrairement aux Bosniaques musulmans, dont l'immigration en Turquie a été acceptée par l'État dans les années 1930.⁷ Oran souligne également que le régime de Lausanne a aidé la Turquie à conserver le « *système du millet* » ottoman et que seuls les groupes non musulmans tels que les Arméniens, les Juifs et les Grecs étaient considérés comme minoritaires.⁸ De plus, dans l'un de mes articles de recherche, en examinant le travail de Mustafa Kemal Atatürk ve Afet İnan, *Vatandaş İçin Medeni Bilgiler* (1930), j'ai conclu que le nationalisme kémaliste n'a pas seulement embrassé la turcité comme une identité civique pour

⁴ Metin Hepar (2007), *The State and the Kurds in Turkey: The Question of Assimilation*, Houndsmill, Basingstone, Hampshire, U.K. : Macmillan/Palgrave, p. 1.

⁵ Société des Nations – Recueil des Traités (1924), No. 701. *EMPIRE BRITANNIQUE, FRANCE, ITALIE, JAPON, GRECE, & TURQUIE. Traité de Paix, signé à Lausanne le 24 juillet 1923*, Date d'adhésion : 04.08.2023, Adresse d'accès : <https://treaties.un.org/doc/publication/unts/vol/volume%2028/v28.pdf>.

⁶ Baskın Oran (1990), *Atatürk Milliyetçiliği Resmi İdeoloji Dışı Bir İnceleme*, İstanbul : Bilgi Yayınevi. p. 159.

⁷ Metin Hepar (2007), *The State and the Kurds in Turkey: The Question of Assimilation*, p. 223.

⁸ Baskın Oran (2000), *Türkiye'de Azınlıklar: Kavramlar, Lozan, İç Mevzuat, İçtihat, Uygulama*, İstanbul : TESEV Yayınları, pp. 47-48.

toutes les personnes vivant en Turquie, mais qu'il contenait certaines caractéristiques ethniques également.⁹

La constitution actuelle de la Turquie (constitution de 1982) régit la citoyenneté avec l'article 66. Selon cet article, tous les citoyens de la Turquie sont considérés comme turcs.¹⁰ Tout comme le traité de Lausanne, la constitution turque ne contient aucune référence explicite aux Kurdes. Cependant, avec l'article 10 de la constitution, la République de la Turquie affirme que tous les peuples sont égaux devant la loi, quels que soient leur langue, leur race, leur couleur, leur sexe, leur idéologie politique, leurs convictions philosophiques, leur religion ou leur secte.¹¹ Cela pourrait être interprété comme des droits de citoyenneté égaux accordés à tous sous le toit de l'identité turque sans aucun droit de groupe particulier. Cette approche était très progressiste dans les années 1930, mais malgré le développement des droits collectifs au sein des démocraties occidentales durant la seconde moitié du XXe siècle, elle est demeurée en retard à bien des égards selon certains observateurs. C'est pourquoi, la soi-disant question kurde ou le problème kurde est devenu un sujet largement évoqué en Turquie à partir des années 1970.

Les premiers travaux écrits par İsmail Beşikçi à la fin des années 1960 ont ensuite été développés par les travaux d'universitaires occidentaux. En particulier, l'*Agha, Shaikh, and State* de l'universitaire néerlandais Martin Van Bruinessen en 1978 a changé les stéréotypes existants et a présenté la réalité de l'identité kurde après de longues années d'études de terrain réalisées dans quatre pays : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran.¹² À partir des années 1980, de nombreux universitaires occidentaux ont commencé à faire des recherches sur ce sujet dans une perspective critique. Ainsi, des œuvres telles que *The Kurds in Turkey: A Political Dilemma* de Michael M. Gunter, *The PKK: A Report on Separatist Violence in Turkey 1973–1992* d'İsmet İmset et *A Modern History of the Kurds* de David McDowell a rendu le sujet très populaire et familier pour le public occidental.¹³

Bien qu'il y ait eu de nombreuses rébellions kurdes au cours de l'histoire républicaine (entre 1920 et 1938 seulement, ce pays a fait face à 17 rébellions kurdes, dont trois, celles de 1925,

⁹ Ozan Örmeci (2015), « Turkey's Kurdish Question Revisited », *American Academic & Scholarly Research Journal*, Vol. 7, No : 3, mai 2015, pp. 126-128.

¹⁰ L'article turc original est le suivant : "Türk Devletine vatandaşlık bağı ile bağlı olan herkes Türktür". Voir ; T.C. Cumhurbaşkanlığı Mevzuat Bilgi Sistemi, "Türkiye Cumhuriyeti Anayasası", Date d'adhésion : 04.08.2023, Adresse d'accès : <https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuatmetin/1.5.2709.pdf>.

¹¹ *idem*.

¹² Martin Van Bruinessen (1992), *Agha, Shaikh, and State: The Social and Political Structures of Kurdistan*, New Jersey: Zed Books Ltd.

¹³ Erik-Jan Zürcher (2004), *Turkey A Modern History*, New York : I.B. Tauris, p. 379.

1930 et 1937, étant majeures¹⁴), le problème kurde est devenu connu de tous en Turquie avec les attentats de 1984 perpétrés par l'organisation terroriste indépendantiste kurde PKK (Parti travailliste du Kurdistan/*Partiya Karkerên Kurdistanê*), un groupe de résistance armée pro-kurde créé par Abdullah Öcalan dans les années 1970 avec le nom « *Apocular* » d'abord. Rebaptisé tardivement PKK, le groupe terroriste marxiste-léniniste a trouvé un terrain confortable pour prospérer au début des années 1980 en raison des immenses pressions et cruautés organisées par le régime militaire après le coup d'État militaire du 12 septembre 1980. Le célèbre journaliste Hasan Cemal a tenté d'expliquer la naissance du PKK dans la prison de Diyarbakır comme une réaction aux attitudes indignes des soldats envers les prisonniers kurdes dans son livre de 2011, *Kürtler*.¹⁵ Jusqu'à la capture du chef du PKK Abdullah Öcalan en 1999, le terrorisme du PKK a provoqué une quasi-guerre civile en Turquie dans les années 1980 et 1990.

Avec la capture d'Öcalan, une nouvelle ère a commencé dans la politique turque. Bien qu'Öcalan ait été condamné à mort, l'État n'a pas mis en œuvre cette décision et a ensuite aboli la peine de mort dans le cadre des réformes entreprises lors du processus d'intégration de la Turquie dans l'Union européenne.¹⁶ Entre-temps, à partir du début des années 1990, des partis politiques et des politiciens pro-kurdes ont commencé à entrer au parlement en Turquie. Les politiciens pro-kurdes sont entrés au parlement turc pour la première fois en 1991 grâce à l'alliance électorale du HEP (Parti travailliste populaire), le parti pro-kurde, avec le SHP (Parti populiste social-démocrate), le parti social-démocrate. Grâce à cette stratégie, les politiciens pro-kurdes ont pu franchir le seuil électoral de 10 % et ont obtenu 21 sièges à la Grande Assemblée nationale turque.¹⁷ Cependant, lorsque des députés du HEP, dont Leyla Zana et Hatip Dicle, ont décidé de prêter leur serment national au parlement en langue kurde, une crise politique a éclaté et les événements ont conduit à la fermeture du parti en 1993. En raison du seuil électoral de 10 %, les politiciens pro-kurdes sont finalement revenus au parlement en 2007. Cette fois, dans le cadre du bloc électoral « Un millier de candidats d'espoir » (*Bin Umut Adayları*) avec d'autres petits partis de gauche, des députés pro-kurdes ont été élus dans des villes à forte densité de population kurde en le sud-est de l'Anatolie. Avec cette stratégie, 22 députés pro-kurdes ont été élus. La même stratégie a également été adoptée lors des élections

¹⁴ Metin Heper (2007), *The State and the Kurds in Turkey: The Question of Assimilation*, p. 1.

¹⁵ Hasan Cemal (2011), *Kürtler*, İstanbul: Doğan Kitap.

¹⁶ Mehmet Ali Birand (2012), "Öcalan'ı neden idam etmemiştik, hatırlar mısınız?", *Hürriyet*, 13.11.2012, Date d'adhésion : 04.08.2023, Adresse d'accès : <https://www.hurriyet.com.tr/ocalani-neden-idam-etmemistik-hatirlar-misiniz-21911576>.

¹⁷ Ozan Örmeci (2015), « Turkey's Kurdish Question Revisited », p. 125.

de 2011 - cette fois le nom de la coalition électorale était « Bloc travail, démocratie et liberté » (*Emek, Demokrasi ve Özgürlük Bloku*) - et a permis à 35 députés pro-kurdes d'entrer au parlement. Depuis les élections de juin 2015, le principal parti politique pro-kurde HDP (Parti démocratique populaire) peut entrer au parlement en dépassant le seuil électoral de 10 %. Le parti a obtenu 80 sièges aux élections de juin 2015 (13,40 %), 59 sièges aux élections de novembre 2015 (10,99 %), 67 sièges aux élections de 2018 (12,01 %) et 65 sièges aux élections de 2023 (aux élections de 2023, le seuil électoral a été abaissé à 7 % et le parti a obtenu 8,91 % du total des voix).

Outre les méthodes démocratiques parlementaires, la République de la Turquie a également entamé des pourparlers directs avec le PKK et un processus de solution à partir de 2009. En 2009, l'Agence nationale de renseignement turque (MİT) a entamé des pourparlers avec le PKK à Oslo, en Norvège, pour ordonner au PKK de cesser le feu et de déposer les armes. Afin de saboter le processus, des sources inconnues ont publié les enregistrements sonores du sous-secrétaire du MİT, Hakan Fidan. En 2013, le PKK a déclaré son retrait du sol turc afin de soutenir le processus de solution. En 2014, le parlement turc a ratifié une loi pour mettre fin définitivement au terrorisme. La loi a été entérinée par le président de l'époque, Abdullah Gül, et a pris effet immédiatement. Afin d'expliquer la nécessité de ce processus pour renforcer la démocratie turque, le Premier ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan, et son gouvernement ont créé un comité spécial appelé « *Délégation des sages* » (*Akil İnsanlar Heyeti*)¹⁸. Composé d'intellectuels, de politiciens et d'artistes connus et respectés, le groupe visait à créer un soutien populaire pour le processus de solution ou le processus d'ouverture (*açılım süreci*). Cependant, en raison des réactions brutales des nationalistes¹⁹ et kémalistes ainsi que des attaques du PKK contre les forces de police turques en juillet 2015 à Ceylanpınar, Şanlıurfa, le gouvernement Erdoğan a dû annuler le processus.

Ainsi, en août 2023, la question kurde persiste sans afficher de développement ni de progrès significatifs. En fait, en raison de la guerre civile en cours en Syrie, la question kurde est

¹⁸ Certaines personnalités notables de ce comité étaient l'acteur Kadir İnanır, le comédien Yılmaz Erdoğan, les actrices Hülya Koçyiğit et Lale Mansur, le musicien Orhan Gencebay, les universitaires Beril Dedeoğlu, Deniz Ülke Arıboğan, Fuat Keyman, Doğu Ergil, Vedat Bilgin et Baskın Oran, les journalistes Ali Bayramoğlu, Fehmi Kuru, Kürşat Bumin, Nihal Bengisu Karaca, Abdurrahman Dilipak, Avni Özgürel et Oral Çalışlar, et les intellectuels Mehmet Uçum, Mithat Sancar et Murat Belge. Voir ; *TRT Haber* (2013), « Akil insanların tam listesi », 03.04.2013, Date d'adhésion : 04.08.2023, Adresse d'accès : <https://www.trthaber.com/haber/gundem/akil-insanlarin-tam-listesi-80941.html>.

¹⁹ Par exemple, un nom influent au sein de l'AKP pendant cette période, l'ancien vice-Premier ministre Yalçın Akdoğan a écrit que le nationaliste turc MHP (Parti d'action nationaliste) a agi en conformité avec les groupes pro-kurdes pour critiquer et nuire au processus de solution. Voir ; Yalçın Akdoğan (2010), *İnsanı Yaşat Ki Devlet Yaşasın: Demokratik Açılım Sürecinde Yaşananlar*, İstanbul : Meydan Yayınları, pp. 522-525.

devenue un problème régional englobant les frontières turques. Pendant la guerre civile en Syrie depuis 2011, des groupes dérivés du PKK, dont le PYD (Parti de l'Union démocratique) et les YPG (Unités de défense du peuple), ont acquis un contrôle étendu sur le territoire du pays. De plus, ces groupes ont reçu une aide considérable des pays occidentaux dont les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, etc. en raison de leur résistance contre les activités terroristes de l'État islamique (IS/ISIS). Bien que l'État islamique ait été vaincu par les opérations militaires menées par les Forces armées turques, les pays occidentaux soutiennent toujours ces groupes pro-kurdes liés au terrorisme.

Ayant ces informations de base, nous pouvons passer à l'analyse de l'approche des principaux partis politiques turcs sur la question kurde.

2. Approche des principaux partis politiques sur la question kurde en Turquie

Dans cette partie, je vais analyser les principaux (importants) partis politiques turcs représentés au parlement en termes d'approche de la question kurde.

2.1. L'AKP

L'AKP (Le Parti de la justice et du développement) est un parti islamoconservateur qui a été établi en 2001 et qui reste en pouvoir en Turquie depuis novembre 2002. Le leader du parti est Recep Tayyip Erdoğan, le président de la Turquie depuis 2014. L'AKP est le seul parti politique en Turquie qui s'adresse à toutes les régions géographiques et recueille les votes de tous les segments de la société. Depuis 2002, l'AKP n'a jamais perdu une élection ; au contraire, ils ont remporté 7 élections générales (2002, 2007, 2011, 2015 juin, 2015 novembre, 2018, 2023), 3 élections présidentielles (2014, 2018, 2023), 4 élections locales (2004, 2009, 2014, 2019) et 3 référendums (2007, 2010, 2017) - un total de 17 victoires électorales sans interruption. C'est pourquoi, nous pouvons clairement conclure que l'AKP est le parti politique le plus titré de l'histoire politique turque jusqu'à présent.

Le programme du parti de L'AKP est nommé « *Programme de développement et de démocratisation* ». Dans le cadre du deuxième chapitre du programme - Droits fondamentaux et principes politiques -, il existe un sous-chapitre spécifique intitulé « *Est et Sud-Est* », qui concerne les Kurdes en Turquie. Dans ce sous-chapitre, le parti déclare qu'il considère les différences culturelles dans les zones peuplées kurdes comme une richesse de la Turquie et bien qu'il prône une seule langue officielle et éducative (c'est-à-dire le turc), il vise à libérer l'usage

et l'enseignement d'autres langues ethniques dont la langue Kurde.²⁰ Le parti considère également le problème kurde ou la question du terrorisme comme une réalité et déclare vouloir éradiquer ce problème dans les limites d'un État unitaire et de l'intégrité territoriale du pays.²¹ Le programme du parti souligne que -malgré le terrorisme soutenu par l'étranger- le problème est un problème intérieur de la Turquie et qu'il peut être résolu puisque le peuple kurde soutient l'État et continue de défendre la structure de l'État unitaire.²² En ce sens, le parti défend la suppression des procédures d'état d'urgence dans la région et l'attitude tolérante de l'État envers les Kurdes.²³ Le programme du parti mentionne également que la région où vivent principalement les Kurdes est sous-développée et que les différences régionales ne sont pas traitées jusqu'à présent.²⁴ En ce sens, le programme révèle que la principale cause du terrorisme est le manque de services, le chômage, la pauvreté et la pression de l'État et, dans un cercle vicieux, cette situation renforce le terrorisme.²⁵ Le parti propose un État démocratique au lieu d'un État bureaucratique et le libre-échange dans la région pour le développement comme remède au terrorisme.²⁶

Pour conclure, nous pouvons résumer l'approche du parti à la question kurde comme un libéralisme centré sur l'État qui offre des droits économiques et culturels aux kurdes au lieu de droits politiques (de groupe) ou d'options telles que le fédéralisme et l'autonomie. La charte du parti (*tüzük*) renforce également cette approche en faisant référence aux droits des individus à vivre comme ils le souhaitent et à penser, mais sans mentionner les droits d'un groupe particulier.²⁷

2.2. CHP

Le CHP (Parti républicain du peuple), semblable au PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) mexicain et au Congrès national indien (INC), est un parti fondateur de l'État fondé en 1923 par le père fondateur de la Turquie, Mustafa Kemal Atatürk. Longtemps resté au pouvoir et agissant en tant que parti de la bureaucratie et de l'État à l'époque du parti unique, le CHP a commencé à se transformer en un parti social-démocrate à partir des années 1960 en raison de

²⁰ AK Parti (2002), « Kalkınma ve Demokratikleşme Programı », Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : <https://www.akpartikdzeregli.org/wp-content/uploads/2020/09/parti-programi.pdf>, p. 28.

²¹ *idem.*

²² *idem.*

²³ *idem.*, pp. 28-29.

²⁴ *idem.*, p. 29.

²⁵ *idem.*

²⁶ *idem.*, pp. 29.30.

²⁷ AK Parti (2023), « Tüzük », janvier 2023, Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : <https://www.akparti.org.tr/media/asbklfdx/ak-parti-tuzuk.pdf>, p. 25.

ses échecs aux élections démocratiques contre les partis populistes de droite. Dans les années 2000, après avoir assuré l'unification de tous les grands partis de gauche, le CHP a commencé à critiquer le gouvernement de l'AKP sous l'angle du mode de vie moderne, de la laïcité et des droits des femmes sous la direction de Deniz Baykal. Le parti de ces années-là apparaissait comme un parti bourgeois laïc proche de l'armée turque qui tente de protéger la laïcité plus que la démocratie. Après que Kemal Kılıçdaroğlu a pris la direction du parti en 2010, le parti est devenu moins strict sur les pratiques radicales de la laïcité ainsi que sur le rôle de l'armée dans la vie politique. Si cette nouvelle stratégie a permis au CHP d'augmenter légèrement ses votes et de faire de gros progrès notamment dans les grandes villes comme dans le cas des élections locales de 2019, cela n'a pas suffi à changer le tableau d'ensemble et le règne de l'AKP s'est poursuivi.

Tout comme l'AKP, le CHP soutient que les diverses identités ethniques et cultures constituent des atouts pour la Turquie, et le parti promeut le pluralisme culturel.²⁸ Le parti met en avant que les identités ethniques constituent une source de fierté pour chaque individu.²⁹ En ce sens, le parti propose l'intégration au lieu de l'assimilation pour le problème kurde et propose de libérer librement l'usage du kurde et des autres langues ethniques dans tous les établissements d'enseignement privés.³⁰ Comme c'est déjà le cas dans le pays, on peut dire que le parti n'offre rien de nouveau. Le parti propose également des mesures sévères pour lutter contre le terrorisme, mais souligne la nécessité de séparer le peuple kurde des terroristes et l'approche fondée sur les droits de l'homme mise en œuvre par l'État.³¹ Le CHP promet également de faire des investissements dirigés par l'État et des incitations pour les investissements privés dans la région du sud-est comme solution au sous-développement et à la lutte contre le terrorisme.³²

Pour conclure, on peut dire qu'à l'instar de l'AKP, le CHP ne propose pas non plus de changement significatif dans la structure juridique et politique actuelle de la Turquie et ne promet que des ouvertures culturelles et une amélioration économique. Cela montre que ces deux parties continuent d'être des acteurs du statu quo. Il est également intéressant de noter qu'en tant que parti de gauche, le CHP n'a plus aucun attrait démocratique pour les Kurdes et les autres groupes ethniques.

²⁸ CHP, « Cumhuriyet Halk Partisi Programı », Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : <https://chp.azureedge.net/1d48b01630ef43d9b2edf45d55842cae.pdf>, p. 46.

²⁹ *idem.*

³⁰ *idem.*, pp. 47-48.

³¹ *idem.*, p. 113.

³² *idem.*, pp. 287-288.

2.3. MHP

Le MHP (Parti d'action nationaliste) est un parti d'extrême droite et ultranationaliste qui défend l'identité turque et les idéaux nationalistes turcs. Le parti a été fondé par Alparslan Türkeş en 1969. Türkeş était un ancien colonel qui a été la figure de proue du coup d'État militaire du 27 mai 1960 dans le pays. Le parti avait au début des idéaux ultranationalistes et une attitude anti-islamique sous l'influence de Hüseyin Nihal Atsız, un important intellectuel panturc, mais a ensuite adopté une stratégie de synthèse turco-islamique pour embrasser les cercles conservateurs et défendre les causes turques dans le monde arabe et islamique. Le parti n'a jamais remporté de grand succès aux élections, mais a conservé son influence dans la bureaucratie de la sécurité grâce aux relations étroites de Türkeş avec l'armée et les États-Unis pendant les conditions de la guerre froide.

Le MHP est devenu deux fois un petit partenaire de coalition dans les années 1970 avec le Parti de la justice (AP) de Süleyman Demirel et Türkeş a été vice-Premier ministre pour augmenter la dose d'anticommunisme et de nationalisme turc. Après la mort de Türkeş, Devlet Bahçeli est devenu le nouveau président du parti. Issu d'une formation universitaire, Bahçeli dans ses premières années a transformé le parti en un parti de droite plus modéré. Le parti a soutenu le CHP de Deniz Baykal contre Erdoğan et l'AKP dans les années 2000 afin de protéger le régime laïc et unitaire et pour empêcher le processus de solution envers les kurdes. Cependant, dans les années à venir, le parti se repositionne près de l'AKP et devient partenaire de l'Alliance populaire d'Erdoğan (*Cumhur İttifakı*). Le parti continue de garder son alliance avec l'AKP et de soutenir le régime d'Erdoğan bien que sa dose de nationalisme soit plus élevée par rapport au gouvernement. En attendant, le parti propose des mesures plus dures pour lutter contre le terrorisme du PKK.

Le nouveau programme du parti du MHP a été déclaré en 2009 sous le nom de « Vers l'avenir » (*Geleceğe Doğru*). Dans le programme du parti, il n'y a aucune mention des Kurdes. En ce sens, le parti identifie clairement la question comme un problème de terrorisme, et non comme une lutte démocratique. Le MHP considère la lutte contre le terrorisme comme une question de survie (*bekâ*) et propose une approche psychologique et sociologique du problème en plus de mesures sévères.³³ Le parti déclare également clairement qu'il considérerait les personnes qui font l'éloge du terrorisme et des terroristes ainsi que les personnes qui tentent de présenter les

³³ MHP (2009), « Parti Programı: Geleceğe Doğru », Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : https://www.mhp.org.tr/usr_img/mhp2007/kitaplar/mhp_parti_programi_2009_opt.pdf, p. 121.

revendications terroristes comme des droits du peuple comme des terroristes également.³⁴ Le parti soutient également le haut prestige de l'armée turque et le développement de l'industrie de la défense nationale.³⁵

Pour conclure, conformément à son idéologie d'extrême droite, le MHP ne tolère même pas la liberté d'opinion sur cette question et n'accepte pas l'existence des Kurdes en tant que groupe ethnique distinct dans le pays. Cela pourrait être considéré comme très dur, mais le MHP n'a déjà jamais été un acteur politique dominant en termes de performances électorales et a toujours préféré agir en tant que parti pour protéger l'État.

2.4. İYİ Parti

İYİ Parti (le Bon Parti) est un tout nouveau parti politique de droite. Il a été créé en 2017 avec des personnes qui ont démissionné du MHP sous la direction de Meral Akşener, ancienne ministre de l'Intérieur de la Turquie. Bien que le parti soit né d'un désaccord personnel et d'une course à la direction entre Devlet Bahçeli et Meral Akşener, en fait, au cours des années, il s'est distingué du MHP en se concentrant davantage sur la laïcité et en critiquant le régime d'Erdoğan de manière plus dure. La base du parti est également très différente de celle du MHP et İYİ Parti recueille davantage les votes des nationalistes turcs vivant dans les grandes villes et des kémalistes / atatürkistes. En ce sens, bien que la fusion du parti avec le MHP soit toujours envisageable dans un avenir proche ou lointain, son identité n'est pas artificielle et elle pointe le clivage laïque-conservateur au sein des nationalistes turcs. Aux élections de 2018 et de 2023, le parti a obtenu près de 10 % des voix, ce qui montre son potentiel. Cependant, l'approbation par le parti des candidats du CHP aux élections locales ainsi que son alliance avec le CHP - Nation Alliance (*Millet İttifakı*)- lors de l'élection présidentielle de 2023 pose une stratégie politique qui n'a pas encore atteint le résultat escompté d'obtenir le pouvoir.

Semblable au programme du parti MHP, le programme du İYİ Parti ne fait aucune référence spécifique aux Kurdes. Cependant, dans le cadre du chapitre sur la sécurité intérieure et extérieure, le programme du parti mentionne le « *problème Est-Sud-Est* ». Au sein de ce sous-chapitre, le parti promet de faire de la lutte contre le terrorisme une priorité et n'offre aucune méthode de compromis au PKK et aux autres organisations terroristes.³⁶ Mais en attendant, le

³⁴ *idem.*, p. 122.

³⁵ *idem.*, p. 124.

³⁶ İYİ Parti, « İYİ Parti Programı », Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : <https://iyiparti.org.tr/storage/img/doc/iyi-parti-guncel-parti-program.pdf>, p. 34.

parti prône des projets juridiques, politiques, économiques, sociaux et culturels pour intégrer les gens et affaiblir la cause des organisations terroristes.³⁷

Pour résumer, de manière concomitante avec le MHP, İYİ Parti ne traite pas la question kurde comme un problème en soi, mais la considère plutôt comme étant liée au terrorisme.

2.5. HDP

Le HDP (Parti démocratique des peuples) est le parti politique pro-kurde le plus influent de ces dernières années. Il a été créé en 2012 dans le prolongement des anciens partis politiques pro-kurdes. Le parti a pu augmenter considérablement les votes pro-kurdes au cours des années et est devenu le premier parti politique pro-kurde à ne pas avoir peur du seuil électoral de 10 %. Le HDP a acquis 13,12 % aux élections de juin 2015, 10,75 % aux élections de novembre 2015, 11,70 aux élections de 2018 et 8,8 % aux élections de 2023. Bien que les voix du HDP aient diminué lors de cette dernière élection, le seuil électoral a été abaissé aussi à 7 %. De plus, il ne faut pas oublier que le président populaire et charismatique du parti, Selahattin Demirtaş, est emprisonné depuis 2016, un facteur qui a pu avoir une influence sur la perte de voix.

Le HDP, étant un parti politique pro-kurde, a accordé plus d'espace à la question kurde dans son programme. Le parti soutient ouvertement le modèle d'autonomie démocratique pour le nouveau système de gouvernance de la Turquie afin d'approfondir la démocratie turque et de satisfaire les demandes du peuple kurde.³⁸ Le parti s'oppose à l'assimilation ainsi qu'au rejetisme, et préconise l'adoption de méthodes pacifiques et démocratiques pour parvenir à une résolution de la question kurde.³⁹ En ce sens, le parti soutient le processus de solution et maintient la thèse de l'autodétermination des Kurdes.⁴⁰ Le HDP considère tous les autres partis politiques comme des « *partis du système* » et essaie de se distinguer des autres par son insistance sur de nouvelles idées telles que l'autonomie des Kurdes, les droits des LGBT, etc.⁴¹

Pour conclure, il convient de souligner que le HDP demeure le seul parti politique d'influence au sein du pays qui présente une solution politique alternative à la question kurde existante, en dehors du cadre du régime en vigueur. Le HDP démontre un engagement sincère envers l'autonomie dans la résolution des problèmes, sans considérer cette approche comme étant en contradiction avec les principes démocratiques ou constitutionnels.

³⁷ *idem.*

³⁸ Halkların Demokratik Partisi, « Parti Programı », Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : <https://hdp.org.tr/tr/parti-programi/8/>.

³⁹ *idem.*

⁴⁰ *idem.*

⁴¹ *idem.*

2.6. Comparaison

Si nous devons faire une comparaison entre cinq partis politiques influents, nous pouvons dire que les deux plus grands partis (l'AKP et CHP) offrent des droits culturels et économiques aux Kurdes alors que le MHP et le Parti İYİ considèrent la question uniquement sous l'angle de la sécurité et se concentrent sur les méthodes antiterroristes. Le HDP, d'autre part, est le seul parti politique qui a un véritable agenda politique sur la question et il offre l'autonomie comme nouveau modèle de gouvernance pour les zones peuplées kurdes.

C'est pourquoi, à mon avis, étant donné que les autres partis politiques sont presque les mêmes sur cette question, l'approche originale et unique du HDP sur le problème pourrait bénéficier du soutien des Kurdes et des gauchistes turcs à moyen ou long terme. C'est parce que les gens en ont assez des événements terroristes et des mesures militaristes. De plus, les problèmes économiques de la Turquie n'offrent pas non plus une base confortable à l'État pour maintenir son système car il est dû aux réactions des gens.

D'autre part, les problèmes juridiques du HDP persistent et le parti pourrait être fermé dans un avenir proche via une décision de justice prise par la Cour constitutionnelle. C'est pourquoi, le mouvement politique kurde est entré dans les élections législatives de 2023 sous la bannière du YSP (Parti des Verts et de l'Avenir de la Gauche). Mais quel que soit le nom, les cas antérieurs de fermeture de partis montrent que le mouvement politique kurde continuera à lutter.

Conclusion

En conclusion, cet article a cherché à résumer le statut juridique des Kurdes à la lumière du Traité de Lausanne et de la constitution actuelle de la Turquie. En outre, il s'est penché sur l'approche adoptée par les cinq partis politiques les plus influents en ce qui concerne la question kurde, tout en analysant leurs programmes respectifs. L'auteur a conclu que seul le HDP pro-kurde offre une solution politique au problème sur la base de l'autonomie, alors que l'AKP et le CHP sont similaires l'un à l'autre en raison de leur approche relativement adoucie autorisant les droits culturels pour les Kurdes bien qu'ils rejettent tous les deux les droits de groupe. D'un autre côté, le MHP et İYİ Parti aussi se ressemblent également puisqu'ils perçoivent la question comme une lutte antiterroriste et ne mentionnent pas les Kurdes.

BIBLIOGRAPHIE

- AK Parti (2002), « Kalkınma ve Demokratikleşme Programı », Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : <https://www.akpartikdzeregli.org/wp-content/uploads/2020/09/parti-programi.pdf>.
- AK Parti (2023), « Tüzük », Ocak 2023, Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : <https://www.akparti.org.tr/media/asbklfdx/ak-parti-tuzuk.pdf>.
- Akdoğan, Yalçın (2010), *İnsanı Yaşat Ki Devlet Yaşasın: Demokratik Açılım Sürecinde Yaşananlar*, İstanbul : Meydan Yayınları.
- Birand, Mehmet Ali (2012), “Öcalan'ı neden idam etmemiştik, hatırlar mısınız?”, *Hürriyet*, 13.11.2012, Date d'adhésion : 04.08.2023, Adresse d'accès : <https://www.hurriyet.com.tr/ocalani-neden-idam-etmemistik-hatirlar-misiniz-21911576>.
- Cemal, Hasan (2011), *Kürtler*, İstanbul : Doğan Kitap.
- CHP, « Cumhuriyet Halk Partisi Programı », Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : <https://chp.azureedge.net/1d48b01630ef43d9b2edf45d55842cae.pdf>.
- Halkların Demokratik Partisi, « Parti Programı », Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : <https://hdp.org.tr/tr/parti-programi/8/>.
- Heper, Metin (2007), *The State and the Kurds in Turkey: The Question of Assimilation*, Houndsmill, Basingstone, Hampshire, U.K. : Macmillan/Palgrave.
- İYİ Parti, « İYİ Parti Programı », Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : <https://iyiparti.org.tr/storage/img/doc/iyi-parti-guncel-parti-program.pdf>.
- MHP (2009), « Parti Programı: Geleceğe Doğru », Date d'adhésion : 07.08.2023, Adresse d'accès : https://www.mhp.org.tr/usr_img/_mhp2007/kitaplar/mhp_parti_programi_2009_opt.pdf.
- Oran, Baskın (1990), *Atatürk Milliyetçiliği Resmi İdeoloji Dışı Bir İnceleme*, İstanbul : Bilgi Yayınevi.
- Oran, Baskın (2000), *Türkiye'de Azınlıklar: Kavramlar, Lozan, İç Mevzuat, İctihat, Uygulama*, İstanbul : TESEV Yayınları.
- Örmeci, Ozan (2015), « Turkey's Kurdish Question Revisited », *American Academic & Scholarly Research Journal*, Vol. 7, No : 3, mai 2015, pp. 121-133.
- Özbudun, Ergun (2000), *Contemporary Turkish Politics: Challenges to Democratic Consolidation*, London : Lynne Rienner Publishers.

- T.C. Cumhurbaşkanlığı Mevzuat Bilgi Sistemi, “Türkiye Cumhuriyeti Anayasası”, Date d’adhésion : 04.08.2023, Adresse d’accès : <https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuatmetin/1.5.2709.pdf>.
- The World Factbook, “Turkey (Türkiye)”, Date d’adhésion : 04.08.2023, Adresse d’accès : <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/turkey-turkiye/#people-and-society>.
- *TRT Haber* (2013), « Akil insanların tam listesi », 03.04.2013, Date d’adhésion : 04.08.2023, Adresse d’accès : <https://www.trthaber.com/haber/gundem/akil-insanlarin-tam-listesi-80941.html>.
- Van Bruinessen, Martin (1992), *Agha, Shaikh, and State: The Social and Political Structures of Kurdistan*, New Jersey : Zed Books Ltd.
- Zürcher, Erik-Jan (2004), *Turkey A Modern History*, New York : I.B. Tauris.